



Baromètre électoral SRG SSR

Rapport d'enquête - Octobre 2017



auteurs:

Dr. Thomas Milic
Dr. Michael Hermann
Lorenz Bosshardt

Prof. Dr. Andreas Ladner

sotomo GmbH
Winterthurerstrasse 92
8006 Zürich

17 octobre 2017

Les principaux résultats

Les intentions de vote actuelles

Étonnamment, les résultats obtenus par chaque parti sont restés stables depuis 2015. Alors que d'importantes variations s'observent dans les préférences de vote des pays voisins (la France, l'Allemagne et l'Autriche), la Suisse est la championne de stabilité: les avancées ou pertes de terrain des partis s'avèrent extrêmement modestes par rapport à la situation des autres pays. Il existe malgré tout des gagnants et des perdants. Trois partis progressent par rapport à leurs résultats de 2015: Les Verts, le PVL et le PRD. Au sein du PRD, la tendance à la hausse qui se profilait déjà avant les élections nationales de 2015 se confirme. Ce parti obtient désormais un résultat de 17,1 %. Les Verts rattrapent pratiquement la perte d'électeurs qu'ils ont essuyée en 2015 et récoltent actuellement 8,1 % des voix. Même le PVL progresse – de 0,8 points de pourcentage. Le PBD, en revanche, fait actuellement partie des perdants. Il perd encore du terrain par rapport à 2015, pour un résultat actuel de 3,4 %. L'UDC reste clairement le premier parti, mais enregistre tout de même une perte de 0,7 point de pourcentage. Même le PS perd du terrain dans le baromètre électoral SRG SSR à hauteur d'un point de pourcentage. Pour finir, le PDC n'a pas encore atteint le revirement tant attendu et obtient après une perte de terrain un résultat de 10,9 %.

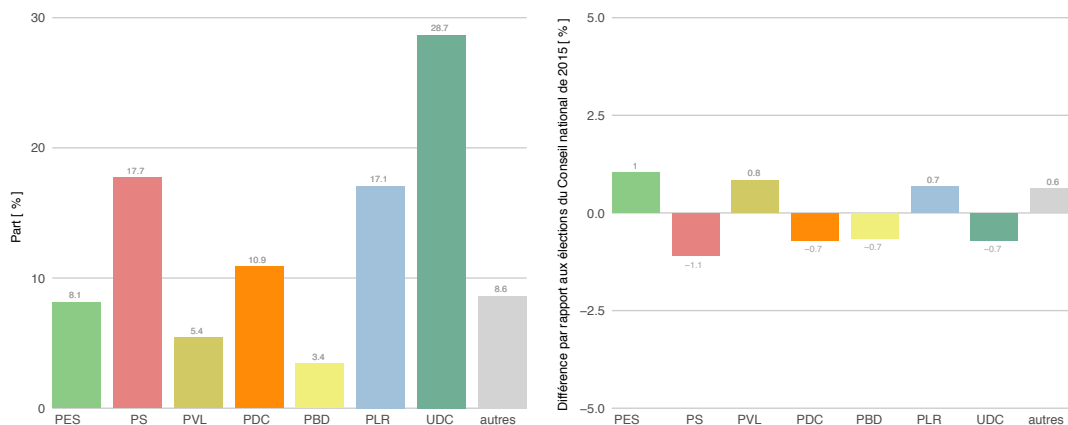


Abbildung 1: Les intentions de vote actuelles (n=11'606)

Les regrets et les raisons des changements de parti

Les pertes de terrain et les avancées des partis sont le résultat, d'une part, des différences de mobilisation, d'autre part, des changements de parti. 87 % des personnes interrogées dans le cadre du présent échantillon ont affirmé qu'elles voteraient aujourd'hui pour le même parti que celui pour lequel elles ont voté lors des dernières élections au Conseil national. La grande majorité de l'électorat est donc restée fidèle à son ancien choix politique. De même, les électeurs sont satisfaits du choix qu'ils ont fait en 2015. 37 % d'entre eux se disent «très satisfaits» de la décision qu'ils ont prise à l'époque, tandis que 47 % en sont «plutôt satisfaits». Cependant, 11 % regrettent légèrement leur ancien vote aujourd'hui et 4 % le regrettent tout à fait («très insatisfaits de la décision qu'ils ont prise par le passé»).

La majorité des changements de parti est due au fait que les préoccupations ont évolué depuis 2015 (29 %) ou que l'ancien parti ne représente plus les valeurs que l'électeur souhaite voir défendre. Le PS perd essentiellement des voix au profit des Verts et des petits partis de gauche, avant tout parce que ces électeurs volatiles considèrent que leurs préoccupations ont évolué. Le PVL et le PRD gagnent des voix parce qu'ils se rapprochent d'une certaine catégorie d'électeurs. Cela vaut tout particulièrement pour le PDC et sa ligne bourgeoise-sociale: cette nouvelle ligne lui fait gagner autant d'électeurs qu'elle lui en fait perdre. Cependant, il perd un nombre relativement important de voix parce qu'il n'aborde pas suffisamment les problèmes nouveaux, que les électeurs concernés considèrent comme décisifs.

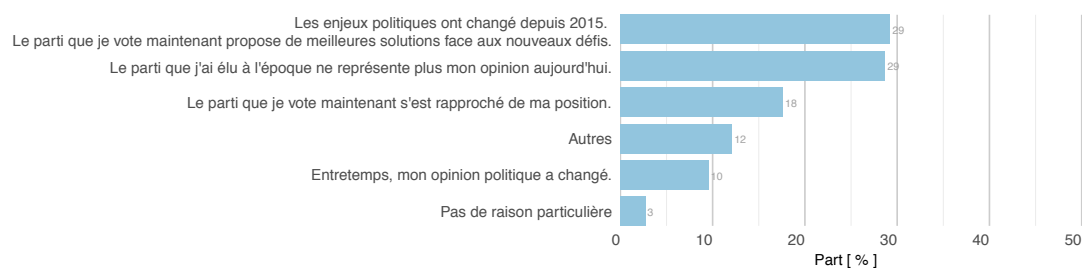


Abbildung 2: Les raisons des changements de parti (n =1'368)

La popularité des présidents et présidentes de partis

Le plus ancien président, Christian Levrat (PS), est aussi le plus connu des sept chefs de parti interrogés. Seulement 2 % des répondants ignoraient qui il était; en outre, 2 % n'avaient aucune opinion le concernant. Albert Rösti, président de l'UDC, est connu de

95 % des électeurs ayant répondu au sondage, et 3 % ne parvenaient pas à se faire une opinion de lui. La notoriété des autres présidents et présidentes de parti est reflétée par des chiffres inférieurs à ceux de Levrat et de Rösti, avec parfois un écart considérable. Jürg Grossen, fraîchement élu président du PVL, est par exemple inconnu d'un quart des personnes ayant répondu au sondage. En ce qui concerne Martin Landolt (PBD) et Regula Rytz (Les Verts), leurs parts respectives s'élèvent dans ce contexte à 13 et 14 %.

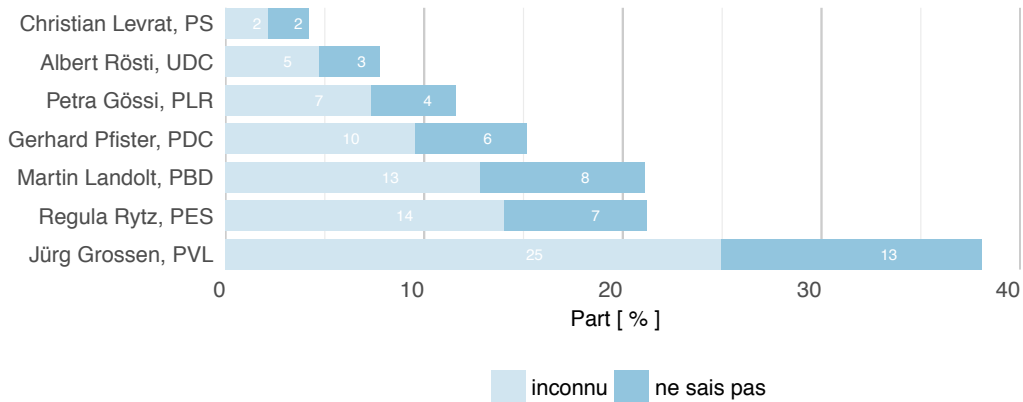


Abbildung 3: La notoriété des présidents et présidentes de parti (n = 11'606)

La popularité des présidentes et présidents de partis est marquée avant tout par leur appartenance politique. Le plus souvent, ils sont perçus par leurs sympathisants et par leurs opposants comme des archétypes des représentants de partis et plutôt rarement comme des personnalités à part entière. Pour cette raison, les chiffres de popularité des présidents et des présidentes coïncident souvent avec la part de suffrages reçus par leur parti. Ceux qui polarisent le plus sont les présidents et présidentes des partis les plus populaires, Albert Rösti, Christian Levrat et Regula Rytz.

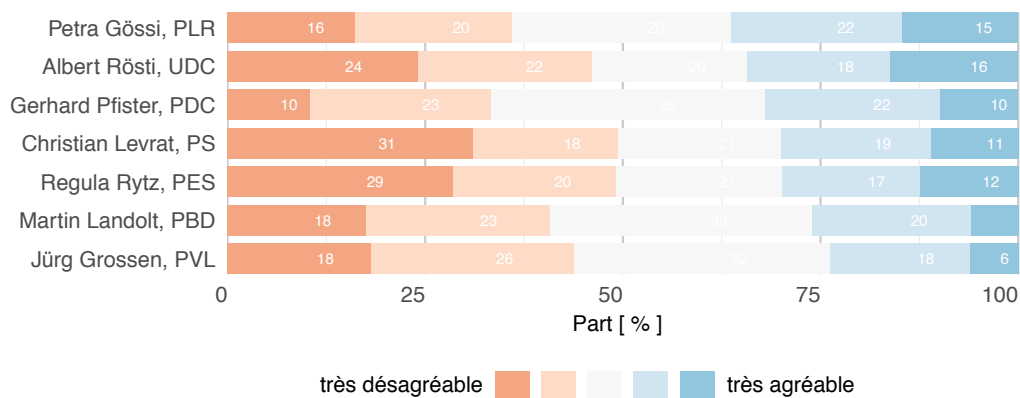


Abbildung 4: La popularité des présidents et présidentes de partis (n = 11'606)

Les problèmes les plus urgents

Le sujet de la migration (migration/asile/réfugiés) est la préoccupation numéro un des électeurs. Avec la fermeture de la route des Balkans et la baisse du nombre de réfugiés (intervenue entre temps), cette question a cependant perdu en importance et le pourcentage constaté dans le cadre de la présente enquête n'est plus que de 21 %. Dans ce contexte, le fait que l'UDC soit capable de maintenir sa part électorale à un niveau assez stable, malgré la perte d'importance du thème de la migration, est tout à fait remarquable.

La politique en matière de santé vient en deuxième position. L'augmentation (salée) des primes d'assurance-maladie, annoncée peu avant la réalisation de cette enquête, n'a pas manqué d'avoir des répercussions considérables sur les résultats. Même la place occupée par la problématique de la « politique sociale (AVS, etc.) » au classement des préoccupations – elle arrive troisième – est sans doute fortement influencée en ce moment par l'échec de la réforme des retraites. La réforme Prévoyance vieillesse 2020 avait notamment été proposée au motif qu'il était urgent de mettre en place une réforme. De nombreux électeurs sont désormais soucieux de l'évolution qui sera donnée à ce dossier après ce nouvel échec de la réforme de la prévoyance vieillesse.

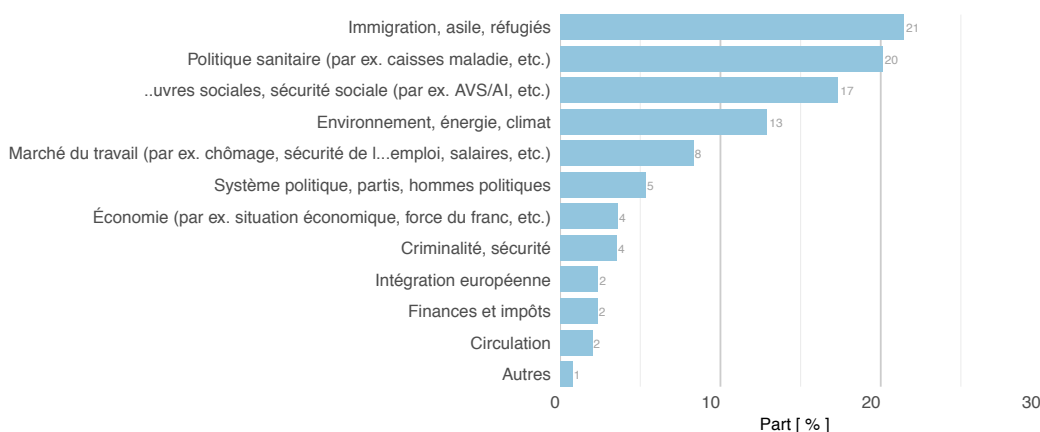


Abbildung 5: Les problèmes les plus urgents des électeurs (n = 11'606)

L'environnement, l'énergie et le climat sont également des sujets de préoccupation. Ces thèmes ont aussi gagné en importance. Comme bien souvent, les événements exogènes et perturbateurs, tels que l'éboulement de Bondo ou l'ouragan Irma ont probablement joué un rôle dans les résultats.

Il est d'ailleurs notable que l'une des questions récurrentes parmi les préoccupations des électeurs – la peur de perdre son emploi – ne les mobilise pas énormément à l'heure actuelle. Seulement 8 % des répondants citent un problème lié au marché du travail comme étant l'une des thématiques qui les préoccupent le plus.

À propos de cette enquête et de la méthodologie utilisée

L'enquête

Le sondage mené par la SRG SSR avant les élections a été réalisé entre le 28 septembre et le 2 octobre 2017. Deux sources d'informations différentes ont été utilisées: d'une part, des personnes ont été recrutées par sotomo parmi l'échantillon des personnes interrogées afin de participer à un entretien; d'autre part, le sondage a été réalisé auprès d'un large public sur les sites internet de la SRG SSR («Riversampling»). Dans ce cadre, les participants se sont recrutés eux-mêmes (*opt-in online survey*). Au total, 7 058 personnes ont été interrogées parmi le pool de sotomo et 7 005 personnes ont été interrogées par le biais du canal *opt-in*, le nombre total des participants étant de 14 063.

Environ 90 % des 14 063 personnes ayant participé au sondage ont pu être prises en compte pour l'évaluation. Cette différence entre le nombre brut et le nombre net de

participants est essentiellement due aux questionnaires partiellement remplis et à la relativisation des résultats associée aux doublons et/ou aux réponses soupçonnées de chercher à manipuler les résultats.

L'échantillon

Tous les résultats obtenus par le biais d'un échantillon sont grevés d'une incertitude. Celle-ci ne peut jamais être dissipée, quelle que soit la procédure de sélection utilisée pour constituer l'échantillon. Toutefois, il est possible d'en préciser l'ampleur. Nous pouvons alors prévoir avec quelle probabilité les résultats d'un paramètre d'intérêt de la population seront compris dans une certaine fourchette de valeurs. Cette marge d'incertitude est désignée en statistique par le terme technique «erreur type» (mais souvent aussi par le terme «erreur d'échantillonnage»), le double de l'erreur type constituant l'intervalle de confiance (à un niveau de confiance à fixer au préalable (généralement 95 %)). Le présent échantillon a été constitué par une sélection non aléatoire. Ce point est important pour l'estimation de l'intervalle (intervalle de confiance à 95%) annoncé parallèlement à l'estimation ponctuelle en question. En dehors des véritables échantillons aléatoires (*probability sample*), la formule classique ne peut pas être utilisée pour calculer l'erreur type en cas de sélection arbitraire. Afin de déterminer l'intervalle de confiance de notre échantillon, le coefficient de variation des modèles de pondération (CV) a été calculé. L'intervalle de confiance à 95 % de la valeur des parts a ensuite été calculé selon la formule suivante:

$$\hat{p} = \pm \sqrt{\frac{1 + CV^2}{n}}$$

En ce qui concerne le présent échantillon global, l'intervalle de confiance à 95 % est de 2,24 points de pourcentage. Cependant, moins le nombre de personnes présentes dans un sous-groupe est élevé, plus cet intervalle augmente – toutes choses égales par ailleurs.

La pondération

La baisse des taux de réponse permet plus difficilement de réaliser des échantillons représentatifs. Peu d'échantillons sont donc représentatifs d'un point de vue structurel. Quasiment tous les sondages politiques effectués avant et après les élections en Suisse comme à l'étranger sont pondérés. Une pondération du présent sondage a également été nécessaire, car l'échantillon brut utilisé ici ne représente pas une image fidèle de la population d'un point de vue structurel en raison de la procédure de sélection utilisée – les participants se sont recrutés d'eux-mêmes.

L'objectif de la pondération est généralement d'accroître la représentativité d'un échantillon. Une plus grande représentativité d'un point de vue structurel permet d'obtenir des estimations plus fiables, plus «exactes». En d'autres termes, du fait que les valeurs d'échantillonnage de certaines caractéristiques sont adaptées à la répartition connue de la population, on s'attend également à ce que la répartition *d'autres variables, présentant un plus grand intérêt* (dans notre cas, les intentions de vote des personnes interrogées) s'approche davantage de la valeur réelle.

La procédure IPF utilisée ici (*Iterative Proportional Fitting* (méthode IPF, également désignée par les termes *raking* ou *raking ratio*) est un procédé de calibration. Il adapte la distribution marginale de l'échantillon réalisé en fonction de distributions marginales connues au sein de la population. Il s'agit d'un procédé itératif dont l'algorithme est le suivant:

Pour l'estimation, un paquet de R *anesrake* a été utilisé. *anesrake* permet d'obtenir ce qu'on appelle un *trimming* des pondérations. Ce terme désigne un «plafonnement» des valeurs de pondération dû à la définition d'une limite supérieure. Généralement, le fait de définir des limites supérieures (et parfois aussi des limites inférieures) pour les valeurs de pondération permet d'éviter que des valeurs de pondération extrêmement élevées ne soient attribuées à des observations isolées. De cette manière, on cherche également à diminuer l'écart quadratique moyen. Dans la recherche appliquée, différentes valeurs indicatives sont également utilisées. Battaglia et al. (2004: 4744) proposent par exemple de fixer la limite supérieure à cinq fois la valeur moyenne des pondérations (1,0). En conséquence, nous avons défini une valeur maximale de 5.

Des caractéristiques sociodémographiques telles que le sexe, l'âge, le niveau de formation et l'appartenance cantonale font partie des variables auxiliaires d'après lesquelles la pondération de la présente évaluation a été réalisée. Il a ensuite été procédé à une pondération en fonction de caractéristiques politiques telles que le comportement électoral de 2015 et les décisions prises dans le cadre de ces élections. Cette forme de pondération permet de garantir l'obtention par échantillonnage de valeurs caractéristiques représentatives.